

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



Présidence de la République

PRÉSENTATION DES COMPTES DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

La présidence de la République a adopté pour sa gestion financière un règlement budgétaire et comptable qui reprend les normes applicables à la gestion publique et notamment les dispositions du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Parallèlement à l'application de ce règlement, le système d'information budgétaire et comptable permet une gestion partagée, traçable et conforme aux règles de la gestion publique. Chaque responsable budgétaire dispose d'un outil performant, qui lui permet de piloter son budget, de connaître le rythme des dépenses et d'en mesurer l'évolution. Des synthèses budgétaires sont réalisées mensuellement afin de partager l'information entre les directions.

L'exercice 2022 a été marqué par une forte reprise de l'activité présidentielle et une nette inflation.

Après deux années de crise sanitaire, la reprise de l'activité constatée en 2022 a contribué à l'augmentation des dépenses de fonctionnement, notamment celles relatives à l'enveloppe des déplacements soumise à l'agenda politique et diplomatique du chef de l'État.

À cela s'ajoute l'inflation, qui s'élève, selon l'INSEE, à 5,2 % en France sur l'année 2022. En outre, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires à +3,5 % au 1^{er} juillet 2022 a également augmenté le montant de la masse salariale dès l'exercice 2022 et sans anticipation préalable possible lors de l'élaboration du budget en 2021.

Les dialogues de gestion menés par le Directeur général des services avec l'ensemble des directions en 2022 ont permis de maîtriser le niveau des dépenses grâce à un pilotage fin de la masse salariale et des déplacements ainsi que par l'optimisation de la politique achat. Pour autant, la politique d'investissements est restée soutenue pour moderniser et entretenir les emprises, acquérir des matériels de sécurité pour faire face à l'évolution de la menace et le maintien des opérations récurrentes (ordinateurs, téléphones, renouvellement périodique des serveurs informatiques et des véhicules, etc.).

Enfin, le projet emblématique de la géothermie lancé dès 2023, et pour lequel les études ont démarré en 2022, affirme la volonté de la présidence de réduire son empreinte carbone et de baisser sa consommation de fluides (gaz et électricité) soumis à une très forte tension sur les prix

L'annexe explicative au projet de loi de règlement présente les comptes annuels de la présidence de la République.

PRÉSENTATION BUDGÉTAIRE

EXÉCUTION EN DÉPENSES

L'exécution s'établit à 113,4 M€ en AE et 113,37 M€ en CP.

Ces dépenses ont été financées par la dotation inscrite en loi de finances (105,3 M€), majorée des produits propres encaissés (2,91 M€). A la clôture de l'exercice, le solde budgétaire est déficitaire et s'élève à -5,16 M€.

Ce résultat tient compte de plusieurs facteurs, notamment la hausse des dépenses liées aux déplacements et l'inflation.

Les dépenses sont détaillées ci-après par nature de dépenses et par destination :

DEPENSES (en €)	2021				2022							
	Budget initial (LFI)		Budget exécuté		Budget initial (LFI)		Budget rectificatif		Budget exécuté		Budget exécuté (part dans le budget)	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1- Personnel	71 090 000	71 090 000	70 165 990	70 165 990	71 150 000	71 150 000	70 053 663	70 053 663	70 053 663	70 053 663	61,78%	61,79%
2- Fonctionnement	18 085 600	15 303 000	18 461 000	17 307 617	15 974 500	15 985 000	20 815 850	19 032 923	20 801 735	19 015 623	13,17%	16,77%
Action présidentielle	2 437 000	2 437 000	2 555 537	2 734 289	2 582 500	2 582 500	2 841 390	2 383 620	2 770 313	2 942 967	2,44%	2,60%
Action hors diplomatique en métropole et outre-mer	1 642 000	1 642 000	2 167 537	2 021 614	1 850 500	1 850 500	2 057 383	2 103 583	2 069 384	2 177 345	1,94%	1,92%
Administration de la présidence	15 648 600	12 666 000	15 905 553	14 963 329	13 392 000	13 402 500	17 774 460	16 149 373	17 831 442	16 072 636	13,72%	14,19%
Ressources humaines et administration générale	6 79 900	5 67 000	6 72 739	5 54 179	5 69 000	5 69 000	5 40 470	487 380	515 510	458 459	0,45%	0,43%
Moyens généraux	6 980 670	5 793 870	6 674 613	6 805 075	5 707 670	5 758 170	7 048 493	7 340 382	7 264 549	7 238 782	6,41%	6,38%
Géolon immobilière	3 103 000	1 940 000	3 096 317	2 824 846	2 440 000	2 440 000	4 848 958	3 317 171	4 747 592	3 213 985	4,19%	2,84%
Télécommunications, informatique et numérique	3 540 100	3 186 100	3 537 046	3 170 482	3 289 700	3 289 700	3 548 294	3 401 789	3 512 044	3 388 089	3,10%	2,97%
Sécurité	482 400	509 400	482 404	482 806	536 000	536 000	733 618	670 679	719 038	720 319	0,83%	0,84%
Action sociale	883 130	839 830	872 485	856 142	849 830	849 830	1 054 345	1 037 145	1 073 170	1 044 972	0,95%	0,92%
3- Déplacements présidentiels	15 400 000	15 400 000	11 521 612	10 392 921	15 000 000	15 000 000	16 594 517	15 361 991	16 504 431	15 360 176	14,63%	13,99%
Déplacements diplomatiques	6 000 000	6 000 000	3 823 053	3 358 097	5 870 000	5 870 000	6 037 138	6 686 479	7 366 164	6 594 116	7,04%	5,62%
Déplacements hors action diplomatique	2 000 000	2 000 000	2 560 499	2 478 754	2 130 000	2 130 000	1 987 379	1 960 512	2 036 267	2 053 060	1,80%	1,62%
Autres E.F.C.	7 400 000	7 400 000	5 138 060	4 556 070	7 000 000	7 000 000	8 580 000	7 203 000	6 568 000	7 203 000	5,76%	6,35%
4- Investissement	8 980 000	7 390 000	10 130 035	8 838 944	8 237 000	7 045 000	6 130 628	6 436 369	6 157 773	6 436 488	5,43%	7,44%
TOTAL DES DEPENSES	113 535 600	109 183 000	110 279 697	106 795 442	109 367 500	109 180 000	113 413 657	113 385 236	113 397 622	113 365 230	106,00%	106,00%

RECETTES (en €)	2021		2022	
	Budget initial (LFI)	Recettes encaissées	Budget initial (LFI)	Recettes encaissées
Dotation loi de finances	105 300 000	105 300 000	105 300 000	105 300 000
Produits propres	1 383 000	1 558 821	1 480 000	2 909 577
recettes du restaurant	540 000	382 592	590 000	385 862
produits locatifs	198 000	325 133	198 000	287 546
participations des parents aux frais de la crèche	70 000	67 688	70 000	76 937
vente de produits, redevances, concessions	108 000	229 178	210 000	212 740
remboursement de plateaux repas (*)	50 000	59 838	0	0
cessions d'actifs	37 000	26 640	32 000	134 900
autres produits	380 000	467 750	380 000	1 811 592
SOUS-TOTAL DES RECETTES	106 683 000	106 858 821	106 780 000	108 209 577
Prélèvement sur trésorerie	2 500 000	-63 379	2 400 000	5 156 353
TOTAL	109 183 000	106 795 442	109 180 000	113 365 930

(*) Depuis le budget initial LFI en 2022, le poste de produits propres « remboursement de plateaux propres » est désormais intégré dans le poste « autres produits ».

A - Les dépenses de personnel (70,05 M€ en AE et en CP)

Les dépenses de personnel s'élèvent à 70,05 M€ en 2022, contre 70,17 M€ en 2021. Cette stabilité reflète une maîtrise budgétaire permise grâce à un pilotage fin qui a permis d'intégrer notamment la hausse du point d'indice des fonctionnaires.

B - Les dépenses de déplacement (16,58 M€ en AE et 15,86 M€ en CP)

En 2022, 105 déplacements ont été effectués : 66 en France et 39 déplacements internationaux (dont 22 en Europe). Ce nombre est en augmentation en comparaison avec 2021 (+5,1 M€) en raison de la forte reprise de l'activité présidentielle sur l'exercice 2022. Ce montant est toutefois comparable à celui de l'exercice 2019 qui enregistrait un total de 108 déplacements.

C - Les dépenses de fonctionnement courant des services (20,6 M€ en AE et 19,02 M€ en CP)

Les dépenses de fonctionnement évoluent à la hausse en exécution comparé à 2021 (+11,6 % en AE) et à 2019 (+30,3 % en AE et +19,7 % en CP). Cette tendance s'explique d'une part par l'inflation forte impactant les dépenses de fonctionnement telles que les fluides, les denrées alimentaires, les coûts des matériaux de construction, etc. D'autre

part, la présidence a engagé davantage de crédits pour la maintenance, les travaux dans les emprises, le matériel de sécurité ainsi que les outils numériques (accroissement du nombre des licences, opérations de maintenance préventive plus nombreuses et plus coûteuses, recours plus régulier aux services support des développeurs). Malgré ces facteurs conjoncturels, les directions ont pérennisé les actions de maîtrise des coûts : rationalisation de certains postes de dépenses (parc automobile, téléphonie...), renforcement de la mise en concurrence et extension de la couverture par des marchés, définition d'une stratégie achats, mise en œuvre des recommandations du contrôleur de gestion.

D - Les dépenses d'investissement (6,16 M€ en AE et 8,44 M€ en CP)

Le niveau de CP consommés en 2022 est comparable à celui de 2021. Cet effort, déjà affiché dans le cadre de la LFI, s'est traduit par la mise en œuvre de plusieurs projets d'envergure, principalement en matière informatique, immobilière et de sécurité. Ces investissements contribuent à améliorer les équipements pour répondre efficacement à la menace qui évolue en permanence, à moderniser les outils de travail, et à améliorer les conditions de vie et de travail des agents.

EXÉCUTION EN RECETTES

Le budget en loi de finances initiale évaluait des recettes encaissées à hauteur de 109,18 M€, hors prélèvement sur trésorerie.

Au 31 décembre 2022, ces recettes encaissées s'élèvent à 108 209 577 € (soit +1,34 % comparé à la LFI) et se décomposent en deux grandes catégories : la dotation et les recettes propres.

La dotation

La dotation de la présidence est de 105,30 M€, identique à celle allouée en 2021. Elle est versée en totalité en début d'exercice.

Les recettes propres

Les recettes propres encaissées s'élèvent à 2,91 M€ en 2022 contre 1,56 M€ en 2021 (i.e +1,35 M€, soit +86,65 %).

RÉSULTAT BUDGETAIRE

Le volume des crédits de paiement 2022 (113 365 930 €) est financé pour partie par la dotation et les produits propres à hauteur de 108 209 577 €. Il en résulte un déficit budgétaire de 5 156 353 €.

RECETTES (en €)	Crédits budgétés	Recettes encaissées
Dotations loi de finances	105 300 000	105 300 000
Produits propres	1 480 000	2 909 577
SOUS-TOTAL RECETTES	106 780 000	108 209 577
Prélèvement sur trésorerie	2 400 000	5 156 353
TOTAL	109 180 000	113 365 930

DEPENSES (en €)	Crédits budgétés		Crédits consommés	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	71 150 000	71 150 000	70 053 663	70 053 663
Fonctionnement	15 974 500	15 985 000	20 601 755	19 015 602
Déplacements présidentiels	15 000 000	15 000 000	16 584 431	15 860 177
Investissement	6 237 000	7 045 000	6 157 773	8 436 488
TOTAL DEPENSES	108 361 500	109 180 000	113 397 622	113 365 930